

**Lettre ouverte à Mme Najat Vallaud-Belkacem, Ministre de l'Education Nationale,
pour un plan d'urgence pour les écoles primaires publiques de Marseille**

Marseille, le 9 septembre 2014

**Ministère de l'éducation nationale
110 rue de Grenelle
75357 Paris SP 07**

Madame la Ministre,

Les acteurs de la communauté éducative, réunis sous différentes associations et collectifs (dont certains sont dorénavant organisés au sein d'une nouvelle association départementale de parents d'élèves officiellement reconnues auprès de l'Inspection académique), avaient interpellé votre prédécesseur en mai dernier à propos de la situation de crise que vivaient les écoles marseillaises, craignant que l'impréparation de la Ville de Marseille dans la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires ne vienne aggraver encore cet état.

Nous demandions à l'époque que soient rendues à l'école ses fonctions premières d'assurer à nos enfants un cadre d'apprentissage et d'épanouissement à la hauteur des enjeux qui se posent aujourd'hui dans la deuxième ville de France.

Qu'il devenait urgent de faire évoluer les conditions d'accueil et de prise en charge des enfants dans les écoles marseillaises.

Qu'il était donc impératif que l'école soit une réelle priorité dans les choix politiques, exempts de toute idéologie partisane.

Concernant la réforme sur l'aménagement des rythmes scolaires, et sans toutefois remettre en cause ses fondements, nous nous inquiétons néanmoins des conditions de sa mise en place pour la rentrée de septembre 2014. En effet, nous constatons l'absence totale de **concertation et de préparation avec les acteurs concernés**. Quant aux projets d'horaires, rien n'était encore acté à la veille des vacances d'été que ce soit côté Rectorat, et à fortiori, côté Ville.

A ce jour, nous regrettons de n'avoir pas eu de réponse à notre cri d'alarme et portons tous nos espoirs sur votre nouvelle nomination.

En effet, force est de constater, que nos inquiétudes se sont avérées fondées puisque la rentrée dans les écoles marseillaises est une véritable catastrophe pour les familles, mais surtout pour les enfants :

En effet, le projet de la Ville de Marseille ne prévoit à ce jour :

- aucune solution de garde pour les enfants le mercredi à compter de 11h30 ni de prise en charge des enfants scolarisés souhaitant rejoindre un centre aéré pour l'après midi, repas compris.

- aucun projet d'activités périscolaires le vendredi après midi à compter de 13h30,

Par ailleurs, nous nous inquiétons des modalités de mise en place de ces activités périscolaires.

En effet, du fait de l'impréparation totale des services de la Ville, la situation reste préoccupante sur plusieurs points :

- L'appel à projet lancé par la Ville en juillet dernier reporte sur les fédérations d'éducation populaire, structures jeunesse et sports et autres associations toute la responsabilité de l'organisation des temps périscolaires ;

- Il existe une totale opacité sur les budgets effectivement alloués pour ces temps ce qui complexifie le positionnement des prestataires potentiels et donc retarde l'élaboration des projets ;

- Certains secteurs de la Ville n'ont bénéficié d'aucune proposition à ce jour ce qui signifie que certaines écoles de la Ville n'auront à terme aucun projet organisé ;

- L'emploi du temps validé par le rectorat en juillet dernier ne réduit pas le temps scolaire quotidien le lundi, mardi et jeudi. Plus grave, il concentre sur l'ensemble des écoles de la ville le temps périscolaire sur une seule et même après midi. Du fait de cette uniformisation, les besoins en recrutement sont énormes et les conditions proposées (12 euros brut/heure) peinent à susciter des vocations...

- Par ailleurs, dans l'urgence et l'irresponsabilité la plus totale, les compétences requises par la Ville et ses structures partenaires associatives sont indigentes : **aucune qualification n'est exigée**. Il est même fait appel à la bonne volonté des parents d'élèves et de leur famille... ;

- Enfin, en l'absence d'organisation, ~~pour le moment~~ les vendredis après midi, la Ville annonce la mise en place de garderies provisoires pour lesquelles elle ne dispose à ce jour d'aucune certitude.

Dans ces conditions, comment peut-il être concevable d'imaginer que la réforme, initialement prévue pour une meilleure réussite de nos enfants et une meilleure prise en compte de leur bien être à l'école, produise les effets escomptés à Marseille ?

Comment ne pas s'inquiéter de la qualité des temps périscolaires proposés à nos enfants, sans parler de leur sécurité physique et affective ?

Comment ne pas prédire une aggravation des inégalités sociales et territoriales déjà criantes dans notre ville?

Comment ne pas prédire une dégradation de la situation économique des familles, et notamment des femmes ? Car qu'elles soient salariées, chef d'entreprises, mères célibataires, en recherche d'emploi ou de formation : comment s'organiser tant d'un point

de vue financier que d'un point de vue professionnel et personnel pour éviter que votre enfant ne se retrouve livré à lui-même les mercredi et vendredi après midi ?

Madame la Ministre, face à cette situation inacceptable qui ne laisse espérer aucune amélioration à court et moyen terme, et compte tenu des graves problèmes que vivent déjà depuis plusieurs années les écoles marseillaises, nous vous lançons un cri d'alarme et en appelons à votre responsabilité.

Les parents ne pourront en effet porter plus longtemps seuls la réforme des rythmes scolaires à Marseille.

Ils ont besoin de votre soutien pour une réelle prise en compte des enfants et de leur famille dans la mise en place de cette réforme.

Ils vous demandent d'enjoindre vos services à lancer un plan d'urgence pour les écoles marseillaises et contraindre la Ville à prendre ses responsabilités dans la mise en oeuvre de ses compétences en matière éducative.

Nous sommes prêts à venir vous rencontrer à Paris ou Marseille, ne laissez pas nos appels sans réponse.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre demande, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.

L'ensemble des écoles primaires publiques marseillaises mobilisées

Soutenues par :

MPE 13 - Mouvement départemental des parents d'élèves de l'enseignement public des Bouches-du-Rhône – Séverine GIL, présidente – 06 17 71 42 28

ADEM (Association de défense des écoles marseillaises) - Manifeste des écoles marseillaises

Collectif des écoles primaires du 16ème arrondissement

Collectif DZ-des-aides pour les écoles marseillaises